



GEMEINSAM
für soziale
Gerechtigkeit

ENSEMBLE
pour la justice
sociale

INSIEME
per la giustizia
sociale

UNIA

Résolution

Investissements de la Suva et situation en Palestine

La Suva est la plus grande assurance-accident du pays : près de la moitié des personnes travaillant en Suisse y sont assurées pour les accidents de travail, les maladies professionnelles et les accidents hors du travail. C'est une caisse de droit public, et donc, ses activités doivent respecter le droit.

Nous avons appris, grâce au travail de syndicalistes et d'avocat·es, que la Suva détient des investissements significatifs dans des entités complices des violations du droit international en Palestine, notamment :

- CHF 15'464'742.40 en obligations d'État israéliennes
- CHF 6'746'573.66 en obligations de la banque Hapoalim
- CHF 2'848'153.26 en obligations de la banque Leumi

En juin, lors de la manifestation à Berne, notre syndicat Unia a demandé au Conseil fédéral de d'agir en solidarité avec la Palestine. Nous pensons que pour contribuer à cet effort, nous avons aussi un rôle à jouer. Il est temps de transformer nos résolutions syndicales en actes – notamment dans les instances où nous avons un levier décisionnel direct.

Pour nous, il est inacceptable que nos cotisations obligatoires soutiennent financièrement un État coupable de violations graves et systématiques du droit international et des acteurs financiers clés du régime colonial illicite en Cisjordanie.

Nous appelons donc :

- La Suva à se désengager le plus rapidement possible des obligations souveraines israéliennes, ainsi que des obligations Hapoalim et Leumi.
- Unia à mandater ses représentant·e-s au Conseil de la Suva qu'ils-elles portent clairement cette revendication.
- Unia à agir auprès de l'USS pour qu'elle s'engage également dans ce sens.